

LE PIONNIER DE L'ASSOMPTION,

JOURNAL POLITIQUE, AGRICOLE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

VOL. I. NAPOLEONVILLE, VENDREDI, 27 DECEMBRE 1850. NO. 17.

LE PIONNIER DE L'ASSOMPTION,

PUBLIÉ PAR
SUPERVIELLE & DEVILLIERS.

Conditions du Journal:

ABONNEMENT:—L'abonnement est payable d'avance.
POUR UN AN : \$5 00
POUR SIX MOIS : 3 00
Tout abonné qui voudra suspendre son abonnement, devra prévenir, par écrit, les éditeurs, quinze jours au moins, avant l'expiration du trimestre.
ANNONCES:—Pour les insertions, annonces, avis, etc., etc., les conditions sont les suivantes: Par cent mots, pour la 1ère insertion \$1 00
Pour les insertions suivantes : 50
On exécute à l'imprimerie du Pionnier, et ce, aux prix les plus modérés, toutes espèces d'ouvrages typographiques, (Jobs,) tels que, CARTES, FACTURES, FANFLETS, BLANCS, ETC., ETC.

AGENTS DU PIONNIER.

NLE-ORLEANS . . . M. Michel Lapeyre, Jr.
M. Francis Boimare, Libraire, 118 rue Royale.
ASCENSION . . . MM. Richard & Templet.
RIVIERE-NEUVE . . . M. Firmin Duplessis.
IBERVILLE . . . M. J. Breaux.
ST-JACQUES . . . M. Auguste Thériot.
ST-JEAN-BAPTISTE . . . M. Edgar Perret.
ST-CHARLES . . . Rizan Frères, négociants.
ST-MARIE (Att.) . . . Zénon Perret.
CHARBONN . . .
THIBODAUX . . . M. Adolphe Blanchard.
HOUMA . . . M. F. Gagné.
ST-MARIE . . . M. Etienne Pénisson.
ASSOMPTION . . . G. Rodriguez, Café Star.
BELLE RIVIERE . . . M. Pierre Thériot.
PAINCOUVILLE . . . M. C. J. E. Gauthier, P. M.
DANS les paroisses où nous n'avons pas nommé d'agents, nous prions les Maîtres de Poste de vouloir se charger de l'agence de notre feuille.

Des raisons majeures nous empêchant de faire à nos abonnés la visite que nous leur avons annoncée dans le dernier numéro du Pionnier, M. AMBROISE ROUGEAT fera pour nous cette tournée. Nous prions nos amis de lui faire bon accueil.

EXPLOSIONS SUR EXPLOSIONS.

Le siècle est au progrès, dit-on, et pour peu que le génie humain suive quelques cent ans encore la voie dans laquelle il s'est engagé, il arrivera bientôt à planer dans les régions infinies où l'esprit de Dieu seul habite!

Eh bien! non, le siècle n'est pas aussi bien enrayé qu'on veut le dire, dans la route du progrès; que me font et que me prouvent à moi, les découvertes prétendues merveilleuses qui jaillissent chaque jour d'estomacs à jeun, si elles arrivent à produire plus de mal que de bien? Est-ce dans une marche ascensionnelle, vers un but inconnu, et par tous les moyens possibles, que vous placez le progrès? Certainement non, le progrès est tout entier dans la perfectibilité de l'homme, dans l'élevation de son esprit, dans l'amélioration de ses mœurs! Une découverte n'est vraiment grande et progressive que à la condition expresse de faire faire un pas en avant à l'humanité; elle ne peut être utile qu'en hâtant la marche de l'homme vers ce but unique que j'indique plus haut : la perfectibilité.

Or, il faut le reconnaître, toutes les grandes découvertes faites jusqu'ici par le génie humain, ont eu, et auront un côté fatal, malheureusement trop évident et qui n'est autre chose que le revers de la médaille, comme on dit vulgairement. L'imprimerie a tué l'architecture; cette langue éloquent des peuples de l'antiquité et du moyen-âge; la poudre fulminante, en multipliant les moyens de destruction a multiplié les guerres, fléau de toute civilisation, enfin la vapeur appliquée aux bâtiments et aux chemins de fer a doublé les chances de mortalité.

Si c'est là du progrès sainement compris, arrière le progrès!
Ici, aux Etats-Unis, vous avez chaque jour une nouvelle preuve des malheurs, publics que peut engendrer le progrès, ainsi défini. Notre beau pays ne veut pas laisser distancer par aucune nation civilisée, aussi se lance-t-il, toutes voies dehors, dans cette route si dangereuse du progrès!—Il lui faut du progrès à tout prix, (absolument comme Louis-Philippe voulait la paix) et pour arriver à ce but, il semble faire bon marché de la vie des citoyens.

Depuis quelques années, il ne s'est pas écoulé une semaine, que dis-je une semaine? Un jour, sans qu'une catastrophe, dans laquelle périssent dix ou vingt individus, souvent plus, vint plonger des villes entières dans le deuil.

Les explosions se renouvellent ici, avec une sinistre régularité; s'il fallait les enregistrer toutes, nos colonnes n'y suffiraient pas, et ce qu'il y a de plus

triste, c'est que dans ces événements les listes mortuaires atteignent les limites de l'impossible. Il est rare que le télégraphe ne nous transmette pas, dans ses dépêches quotidiennes, l'annonce d'une explosion quelconque, ici ou plus haut au Sud ou au Nord, à la Nlle-Orléans ou à New-York; avant peu, quand une journée se sera écoulée sans qu'on ait constaté une catastrophe de ce genre, on pourra dire: Eh! mais il n'y a pas eu d'explosion aujourd'hui, pourquoi donc?

Dans notre dernier numéro nous avons raconté, à partir des renseignements puisés aux bonnes sources, l'explosion de l'Anglo-Norman, et voilà qu'aujourd'hui il nous faut revenir sur ce sujet lugubre et inépuisable, hélas! à peine l'Anglo-Norman avait sauté, à peine ses victimes avaient rendu le dernier soupir, que le steamer Knoxville, capitaine Harrison, faisait explosion, au moment de quitter le wharf de la seconde municipalité. Le Knoxville partait pour la rivière Tennessee, déjà le pont et les salons étaient encombrés de voyageurs, lorsque ce fatal événement eut lieu, on doit donc supposer que le nombre des victimes est fort grand, mais on ne peut que faire des suppositions, que fixer un chiffre approximatif, car les livres ont disparu.

Maintenant à quoi doit-on attribuer ces déplorables catastrophes, sur qui doit retomber les malédictions des familles? Evidemment ces accidents ont des causes faciles à découvrir, partant à prévoir, d'où vient donc que les autorités restent impassibles, et se contentent d'enregistrer ces malheurs publics sans remonter de l'effet à la cause?

Considère-t-on que la vie des citoyens est de trop inappréciable importance, qu'elle ne vaut pas la peine d'être préservée, ou bien recule-t-on devant l'accomplissement d'un devoir?

Une loi du Congrès veut que les machines des bateaux à vapeur soient inspectées avec soin par des hommes compétents.—Pourquoi n'exécute-t-on pas la loi? pourquoi tolère-t-on l'emploi de vieilles machines ou de machines insuffisantes? pourquoi ne fit-on pas subir aux ingénieurs des examens sérieux, et les admet-on sans preuves réelles de capacités? pourquoi ne force-t-on pas les capitaines à soumettre ces ingénieurs à un contrôle intelligent? Enfin, pourquoi ne travaille-t-on pas, obstinément, sans relâche, à rendre impossible, des catastrophes aussi sanglantes que celles dont nous sommes forcés d'entretenir nos lecteurs en ce moment.

On peut les prévenir donc on le doit; en France, la Seine, la Loire, le Rhône sont sillonnés par des bateaux à vapeur, inexpugnables, et jamais on n'entend parler d'explosions, jamais on n'a à déplorer des malheurs de ce genre; pourquoi n'obligerait-on pas les steamboats qui couvrent le Mississippi à adopter le système de machines en vigueur en France?

O vous, pâles autorités, que l'on a chargées de veiller sur la vie de vos semblables, vous qui devriez être les gardiens de notre existence, sortez une bonne fois de la honteuse léthargie dans laquelle vous êtes plongés.—Et si ce n'est pour l'amour de vos concitoyens, si votre conscience n'a pas assez de voix pour vous dicter votre devoir, si votre cœur reste insensible devant de si tristes spectacles, eh bien! je fais appel à votre égoïsme! Que cette passion mauvaise produise une fois quelque chose de bon. Ce que pour vos frères, vous ne voulez pas essayer, faites-le pour vous mêmes, car vous êtes, comme nous tous, exposés à périr misérablement sur le premier steamboat venu; allons! un peu de bonne volonté pour vous sauver, que l'amour de la conservation vous pousse dans la voie des réformes utiles.

Le cri que nous poussons aujourd'hui, sera-t-il entendu? Nous le désirons, nous l'espérons.

Nous avons reçu par la dernière malle, le Message du Président Fillmore, au grand complet et armé de pied en cap des rapports des Secrétaires de l'Intérieur, de la Guerre, de la Marine et du Directeur des Postes.— Nous devons ces documents à l'obligeance de l'honorable BULLARD; nous prions ce représentant d'accepter nos remerciements.

La Nouvelle-Orléans.

Dans un des premiers numéros du Pionnier, j'ai consacré un article spécial aux arts en Louisiane, et, si ma mémoire me sert bien, j'ai indiqué dans cet article, la route à suivre par les Louisianais éclairés, (et c'est la masse de la population si je ne me trompe) pour arriver à avoir nos monuments intelligents et nationaux. Je ne veux certes pas, me poser en autorité et prétendre que mon jugement doit avoir force de loi, mais ce que j'ai dit alors était dicté par un désir sincère de voir cette belle Louisiane, si riche et si fertile, cette terre d'honneur et de liberté, de patriotisme et de dévouement, cette terre où tous les nobles sentiments sont féconds en grandes choses, devenir aussi une terre artistique!

Mon rêve va, je le crois, devenir une réalité.

Il y a quelques deux ans, un jeune homme tout à fait inconnu, exposa à la Bourse St. Louis, quelques beaux (1) représentant des têtes de nègres, d'un fini surprenant pour des ébauches; ces têtes de grandeur naturelle attirèrent l'attention des amateurs, et le jeune artiste, fier des éloges qu'on lui prodigua, résolut d'aller en France, étudier sous un bon maître et parfaire le talent qu'il sentait naître en lui. Mr. TROUARD (c'est le nom de l'artiste Louisianais) avait une fortune modeste, mais qui lui assurait le pain quotidien, aussi sa résolution fut-elle bientôt prise, et muni de lettres qui devaient lui ouvrir les bons ateliers de Paris il partit pour cette capitale des arts, centre lumineux d'où partent de vivifiants rayons qui aboutissent à tous les points du globe. Pendant deux ans, TROUARD travailla chez un des plus remarquables sculpteurs de Paris, M. RUDÉ, qui se prit d'affection pour son élève, dans lequel il devina un grand talent et un grand cœur. Malheureusement, des combinaisons commerciales auxquelles le jeune artiste n'entendait rien, engloutirent sa petite fortune, et force lui fut de quitter l'art, qui ne rapporte guère que la gloire, pour reprendre un état. RUDÉ aurait bien voulu pouvoir aider son élève, mais il était artiste c'est à dire pauvre!—Cependant le sculpteur, lorsque Trouard le quitta pour revenir ici, au milieu de ses amis et de ses compatriotes, lui donna une lettre qu'il fit viser par le Maire du 12me arrondissement de Paris, lettre toute pleine d'esprit, de cœur et d'éloquence, dans laquelle il recommande aux Louisianais de ne pas négliger l'artiste qu'ils ont l'honneur de posséder, et de lui ménager l'avenir brillant auquel il a droit à prétendre.

Cette lettre arrivera certainement à son adresse, c'est à dire que les Louisianais la liront avec le cœur; un homme remarquable à plusieurs titres, M. DE LERY, s'est fait le second protecteur de TROUARD, il a écrit à tous les journaux français de la ville, leur transmettant une copie du billet de RUDÉ et, rendons cette justice à nos chers confrères, tous ont accueilli cette lettre avec un faveur marquée.—Que faut-il à M. TROUARD pour qu'il puisse continuer ses études et doter la Louisiane d'un véritable artiste? Quelques centaines de piastres, car un artiste sait vivre de peu. Eh bien! nous Louisianais, nous les lui prêterons; oui, il nous appartient d'aplanir les obstacles qui se dressent sur la route du sculpteur, c'est nous qui devons lui faire cette route fleurie, c'est nous qui devons lui épargner la couronne d'épines, ce funèbre diadème que les peuples barbares posent sur le front du génie!

Nous prévenons donc nos abonnés que nous venons d'ouvrir une liste de souscription aux bureaux du Pionnier; que chacun apporte son tribut à cette œuvre nationale; habitants des campagnes, ne laissons pas à nos seuls concitoyens de la ville, la gloire d'avoir concouru au développement d'un talent hors ligne; comme nos chers concitoyens de la Nouvelle-Orléans nous sommes bons Louisianais, prouvons-le une fois de plus.

Les personnes qui désireraient participer à cet acte vraiment patriotique; pourront s'inscrire sur notre liste, qui paraîtra dans notre prochain numéro.

En sculpture, on modèle d'abord le sujet qu'on veut traiter en terre ou en terre glaise; c'est sur cette ébauche qu'on taille en pierre ou en marbre.

Chronique Européenne.

Grâce aux steamers transatlantiques qui se multiplient tous les jours, nous avons maintenant des nouvelles très fraîches d'Europe, une ou deux fois par semaine; l'Asia, parti de Liverpool le 23 novembre, nous a apporté de Paris, des journaux qui vont jusqu'au 21 de ce mois, nous leur empruntons les faits divers que nos lecteurs trouveront dans la troisième page, et nous résumons sommairement les nouvelles politiques du vieux monde.

FRANCE.—Ainsi que l'on devait s'y attendre, le Message du Président de la République a été interprété diversement, et quelques feuilles ultra qui ne veulent pas voir dans ce document politique une rupture entière avec le passé, ont prétendu que Louis Bonaparte n'avait employé un langage en rapport avec les idées de progrès, en faveur, que pour arriver sûrement à une nouvelle dotation de trois millions pour 1851. Nous ne croyons pas que tel ait été le but du Président, et jusqu'à preuve du contraire, nous ne voulons voir dans le Message que l'expression sincère de nobles sentiments; du reste on verra bientôt Louis Bonaparte à l'œuvre, et l'on pourra juger de sa sincérité par la ligne de conduite qu'il suivra.

Une affaire à laquelle nous avons déjà consacré quelques lignes et dont nous ne parlerions pas aujourd'hui, si elle ne menaçait de diviser les pouvoirs Exécutif et Législatif, le soi-disant complot de la rue des Saussaies, occupe fort la presse Parisienne. Allais, ce misérable agent de police qui faisait partie de la société du Dix Décembre, entasse révélations sur révélations, et s'il fallait en croire cet homme, les conspirateurs dont il faisait partie, auraient de profondes ramifications en hauts lieux! Le Cabinet a beau, chaque jour, faire démentir par les feuilles Elyséennes, les révélations du mouchard, les journaux de l'opposition les enrégimentent avec le plus grand soin et malheureusement certains représentants du peuple prêtent à ces infâmes assertions l'appui de leur nom et de leur influence.—Comment tout cela finira-t-il? peut-être bien par une rupture définitive entre le Cabinet et l'Assemblée, ce qui serait déplorable, dans la situation où se trouve le pays.

La levée extraordinaire de 40,000 hommes, dont nous avons parlé dans notre dernier numéro, est aussi le texte de plusieurs versions plus ou moins vraisemblables; on avait d'abord annoncé dans la Patrie et le Constitutionnel que ces quarante mille soldats devaient protéger la Prusse et défendre les libertés et les franchises de l'Allemagne, mais le ministère a démenti cette version officielle, en déclarant que la politique de la France dans les affaires d'outre Rhin serait celle indiquée par le Message, et que le gouvernement était décidé à garder une neutralité parfaite. Il est à remarquer toutefois que le ministère en formulant ce démenti n'a pas donné d'explication plausible, quant à cette levée de 40,000 mille hommes, ce qui ne laisse pas de préoccuper vivement l'opinion publique.

L'honorable général Cavaignac, auquel on a prêté, ces temps derniers, tant et de si singuliers propos, vient enfin de rompre le silence dans lequel il s'était renfermé, et de donner aux gens qui le faisaient parler contre ses opinions, deux démentis éloquentes. Voici à quel propos le brave général a cru devoir répondre: Un ami de M. Cavaignac, affirmait le Moniteur du Soir, posait cette question au général: que pensez-vous de l'élection solennelle de 1852? Si la présidence est de nouveau conférée à Louis Bonaparte, que ferez-vous?

L'honorable M. de Cavaignac répondit: (toujours d'après le Moniteur du Soir) Je remettrais mes affections et mon épée au service de la patrie et de son représentant Exécutif!

M. Cavaignac après avoir lu cet article a adressé la lettre suivante aux rédacteurs du National du Siècle et du Moniteur: "M. le rédacteur, on me communique votre article de ce soir.

"Je donne un démenti public à quiconque prétendrait avoir entendu prononcer par moi une seule parole qui ne fût pas empreinte du plus profond respect pour la loi fondamentale du pays.

"Je donne un démenti public à quiconque prétendrait m'avoir entendu dire directement ou indirectement que je fusse jamais disposé à mettre mes affections et mon épée au service de celui qui, après avoir juré l'observation de la Constitution du pays, accepterait une candidature, une élection repoussées par cette Constitution.

"Recevez, Monsieur, l'assurance de ma considération très distinguée.

"Général CAVAIGNAC."

ALLEMAGNE.—Les affaires d'Allemagne avancent peu, ou plutôt n'avancent pas du tout.—Les armements de la Prusse, continuaient aux dernières dates, et l'Autriche paraît enfin s'en émouvoir; la note adressée par le Cabinet de Vienne au gouvernement Prussien est, dit-on, conçue en termes fort conciliants, et bien que l'empereur d'Autriche ne fasse encore aucune concession, on comprend par le ton même de cette note, qu'il ne serait point fâché d'entrer en arrangements.

Quelque soit le dénouement qui vienne couronner la comédie héroïque jouée en ce moment par les deux têtes couronnées, cette comédie aura fait faire un grand pas aux républicains d'Allemagne, en les mettant à même de prendre l'offensive à la première occasion.

On annonce que les généraux des armées Prussienne et Autrichienne, concentrés aux environs de Friedwald, ont conclu un armistice de huit jours. Cette suspension d'armes n'est probablement que le prologue d'une paix définitive, et les Chambres Prussiennes qui ont dû s'assembler le 21 du mois dernier, auront sans doute pris des résolutions pour arriver promptement et certainement à ce but.

ANGLETERRE.—Les anti-papistes organisent très régulièrement des banquets à Londres et font des démonstrations fréquentes dans toutes les grandes villes de l'Angleterre et de l'Ecosse. On affirme, et ce serait là un acte hautement significatif, que le Lord Maire de Londres, a convoqué une grande assemblée qui a dû se réunir à Temple Bar le 25 novembre; les papistes sont l'objet des railleries et des bons mots des protestants; on raconte quela foule s'est portée le 21, à l'hôtel du cardinal Wiseman, cause involontaire de toutes ces manifestations, dans l'intention très nettement exprimée, de faire un mauvais parti au prélat. Par bonheur le cardinal était à Westminster, et la foule a dû se retirer après avoir poussé quelques cris peu catholiques et brisé les vitres du palais, à coups de pierre.

Le gouvernement est décidé à rétablir le calme à tout prix, et la Reine a déclaré qu'elle ne souffrirait pas plus longtemps de pareils désordres dans sa bonne ville de Londres.

ITALIE.—Le Saint Père a vu avec le plus profond regret les scandaleuses démonstrations auxquelles a donné lieu l'élevation de l'évêque Wiseman au cardinalat, et il a écrit aux gouvernements catholiques de l'Europe une lettre explicative, dans laquelle il prétend que cette nomination est entièrement conforme aux lois Anglaises et qu'elle n'implique rien que de très légal, n'ayant trait qu'à des mesures purement spirituelles.

Les journaux de Turin annoncent que le Pape est sur le point de terminer à l'amiable le différend qui existait entre la cour de Rome et le gouvernement Piémontais; les lois Siccardi subiront quelques modifications et le St. Père, moyennant ces amendements, les sanctionnera. Espérons que ces nouvelles seront confirmées par la plus prochaine dépêche.

ESPAGNE.—On sait que l'Espagne n'avait pas de chemins de fer, il y a encore deux mois, aujourd'hui elle en possède un, bien court il est vrai, mais qui promet de devenir le point de départ d'une grande ligne. Ce chemin de fer qui unit Madrid à Aranzuez a été inauguré le 14 novembre.

TURQUIE.—Des troubles très sérieux ont éclaté dans les provinces Ottomanes; à Alep, les Arabes réunis aux Bédoïns se sont révoltés et ont massacré les troupes. Aux dernières dates on ne s'était point encore rendu maître des rebelles.

JURY DE POLICE.

Enfin les membres du Jury de Police de la paroisse Assomption se sont réunis en assez grand nombre pour former un quorum. Enfin ils ont pris une détermination au sujet de la grande levée de la Pointe-Coupée.—"Mieux vaut tard que jamais" et grâce à Dieu, l'allocation qui doit assurer l'avenir de plus de trois cents familles de cette paroisse a été votée.

Cette allocation est faite bien entendu, à la condition que toutes les paroisses intéressées comme l'Assomption, paroisses dont on a réclamé le secours, prendront des mesures pareilles à celles qui ont été adoptées par nos membres du Jury de Police.

Ce n'est pas sans peine qu'on est parvenu à ce résultat. Un membre à qui l'on fait proposer toutes les motions qui n'ont pas le sens commun, M. B. Gouillot, scandalisé sans doute qu'on ne l'ait pas choisi pour être l'organe de cette motion, s'est levé, non pas pour s'opposer tout-à-fait à la mesure, mais pour donner cours à son intarissable babil, et il a commencé un discours, gombo mêlé, alla podrida, pot pourri, enfin un verbiage sans nom, dans lequel à l'instar des avocats qui disent parfois: sous le bon plaisir de la Cour, il disait au président: sur le bon plaisir de mes commettants. Il est heureux que les hommes raisonnables de l'Assemblée aient eu raison de ce vieux et franc... bon homme. Il serait ma foi temps que le peuple en eut raison aussi. Car enfin ce gros Sancho-Panza, quand il parle, n'a pas le gros bon sens, et il parle toujours. Parfois il occupe le Jury de Police, avec un aplomb dont il a seul le secret, des taxes à prélever sur les esclaves libres, parfois il les entretient des steamboats, remorqués par des chevaux; parfois des éneans où il a encauté, souvent de l'induction qui lui permet de faire valoir ses jugements toujours de quelque chose d'imprévu, qui dépasse toujours le sublime de la paquinade. S'il avait quelques'esprit, ce serait le comique du Jury de Police, n'ayant que de la présomption; il est le paillassé de cet honorable troupeau.

Si l'on ne devait nous accuser de passion pour cause d'égoïsme, nous dirions un mot d'un autre membre, l'hon. général R. C. Martin, le factotum de toutes les sociétés où il met le nez, le Michel Morin de toutes les résolutions qui respirent le navivisme ou l'esprit de parti. Mais il suffit qu'il ait fait une motion nous concernant, pour que nous ne voulions rien dire aujourd'hui à son sujet. Nous attendrons pour le disséquer une occasion plus sérieuse.

CONGRES.

SENAT:—Les séances des 9, 10 et 11 décembre ont été occupées par des débats assez puérils sur des documents sans importance; les quelques Sénateurs retardataires sont arrivés à Washington durant cette quasi-préface, et ont pris immédiatement possession de leurs sièges. Parmi les pièces transmises au Sénat par le Président, on a trouvé une réclamation de l'ambassadeur Mexicain, M. de la Rosa, relativement à la non exécution du traité de Guadalupe Hidalgo, traité par lequel les Etats-Unis se sont engagés à arrêter les invasions des Indiens sur les états limitrophes du Mexique.—On doit incessamment s'occuper de cette réclamation.

Dans la séance du 12, M. Gwin a eu l'heureuse idée de demander l'impression du Message présidentiel, en français, à 2,000 exemplaires, mais nos braves pères conscrits n'ont pas voulu entendre de cette oreille ou plutôt de cette langue, et la proposition de M. Gwin n'a pas même obtenu le honneur de la discussion. En revanche, il été résolu que nos honnêtes Sénateurs recevraient leurs journaux en vacances comme en temps de session, aux frais du trésor.

Messieurs Clay et Douglass n'ont fait leur apparition au Sénat que le 16 courant; à peine le Sénateur du Kentucky était-il assis que M. Benton se levait pour lire le bill relatif à l'établissement d'un chemin de fer entre Saint-Louis et